



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Unité Départementale ROUEN-DIEPPE

Arrêté préfectoral du 27 DEC. 2022
mettant en demeure la société IKOS ENVIRONNEMENT de se conformer aux prescriptions
édictées en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement pour
son exploitation sise à Varvannes sur la commune de VAL-DE-SAÂNE.

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'Ordre National du Mérite,**

- Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 171-6 et L. 171-8 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République en date du 1^{er} avril 2019 nommant monsieur Pierre-André DURAND préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 22-056 du 9 septembre 2022 portant délégation de signature à madame Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2002 modifié autorisant la société IKOS ENVIRONNEMENT à exploiter des installations de transit, regroupement et tri de déchets ;
- Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 05 décembre 2022 conformément aux articles L.171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- Vu le courrier d'observations formulées par l'exploitant en date du 20 décembre 2022 ;

CONSIDÉRANT

que la société IKOS ENVIRONNEMENT est dûment autorisée par arrêté préfectoral du 7 novembre 2002 modifié susvisé à exploiter des installations de transit, regroupement et tri de déchets sur le site situé à Varvannes sur la commune de VAL-DE-SAÂNE ;

que lors de l'inspection du 10 novembre 2022, l'inspection a constaté l'exploitation d'une plateforme pour le stockage de bennes vides, sans que les eaux pluviales de ruissellement de cette zone ne soient collectées pour être traitées et régulièrement suivies avant rejet dans le milieu ;

qu'en cas d'incendie sur cette zone, les eaux susceptibles d'être polluées ne pourront pas être confinées, et qu'elles seront directement rejetées dans le milieu ;

que ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles 3.1.7, 3.1.9.1 et 3.1.13.2 de l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2002 modifié susvisé ;

que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société IKOS ENVIRONNEMENT de respecter les prescriptions des articles sus-visés de l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2002 modifié afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

que par courrier du 20 décembre 2022, l'exploitant a sollicité un délai de 6 mois pour réaliser l'ensemble des travaux, afin de tenir compte des délais de calculs de dimensionnement des installations à mettre en place, de validation du projet par la direction du groupe, et de réalisation des travaux qui ne pourront se faire qu'à partir du printemps 2023 (période hivernale non adaptée pour réaliser des travaux de génie civile) ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société IKOS ENVIRONNEMENT, exploitant des installations de transit, regroupement et tri de déchets sur le site situé à Varvannes sur la commune de VAL-DE-SAÂNE, est mise en demeure de respecter, **dans un délai de 6 mois après notification du présent arrêté**, les dispositions des articles 3.1.7, 3.1.9.1 et 3.1.13.2 de l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2002 modifié, en modifiant ses installations de manière à être en mesure de collecter et de traiter les eaux pluviales de ruissellement de la plateforme Ouest du site, en organisant leur suivi à la fréquence et suivant les paramètres imposés, et en étant capable de confiner les eaux susceptibles d'être polluées en cas de sinistre.

Cette prescription sera réputée satisfaite si l'exploitant fournit dans un délai de 6 mois des justificatifs des travaux réalisés pour respecter cet article, un plan à jour des réseaux d'eaux pluviales et un relevé d'analyses des eaux collectées sur la plateforme Ouest du site, avec des valeurs d'émission conformes à la réglementation. Le calcul du volume de confinement des eaux incendie sera justifié, par exemple par l'intermédiaire de l'application du guide technique D9A.

Article 2 - Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 - Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée, et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R.421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Article 4 - Publicité

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 - Exécution

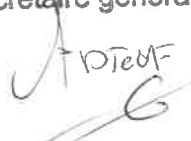
La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, le maire de la commune de VAL-DE-SAÂNE ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté est notifié à la société IKOS ENVIRONNEMENT.

Fait à ROUEN, le

27 DEC. 2022

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général adjoint,


Aurélien DIOUF